



Organe subsidiaire de mise en œuvre

Trente-neuvième session

Varsovie, 11-16 novembre 2013

Point 4 a) de l'ordre du jour

**Communications nationales des Parties non visées
à l'annexe I de la Convention**

Travaux du Groupe consultatif d'experts

**des communications nationales des Parties non visées
à l'annexe I de la Convention**

**Rapport intérimaire sur les activités du Groupe consultatif
d'experts des communications nationales des Parties non visées
à l'annexe I de la Convention: rapport sur l'atelier mondial de
formation sur l'établissement des rapports biennaux actualisés**

Note du secrétariat*

Résumé

L'atelier mondial de formation sur l'établissement des rapports biennaux actualisés a été organisé par le Groupe consultatif d'experts des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention (le Groupe consultatif d'experts), avec le concours du secrétariat; il a eu lieu à Bonn (Allemagne) du 16 au 18 septembre 2013. L'atelier avait pour principaux objectifs d'apporter un appui technique aux Parties non visées à l'annexe I de la Convention (les Parties non visées à l'annexe I) sur la manière de communiquer des informations dans leurs rapports biennaux actualisés, conformément à l'annexe III de la décision 2/CP.17, à l'aide de supports de formation élaborés par le Groupe consultatif d'experts, et de recueillir des avis sur ces supports, notamment sur leur conception et leur contenu technique, afin de s'assurer qu'ils répondent bien aux besoins d'assistance technique des Parties non visées à l'annexe I. Le présent rapport rend compte des travaux de l'atelier et présente un résumé des séances techniques et des débats.

* Le présent document a été soumis après la date prévue afin de pouvoir y inclure les résultats de la dixième réunion du Groupe consultatif reconstitué d'experts des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention, tenue à Bonn (Allemagne) les 19 et 20 septembre 2013.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1–10	3
A. Mandat.....	1–8	3
B. Objet de la présente note	9	4
C. Mesures que pourrait prendre l’Organe subsidiaire de mise en œuvre.....	10	4
II. Déroulement de l’atelier.....	11–16	4
III. Résumé des séances techniques	17–20	5
A. Résumé des exposés	18	5
B. Résumé des débats.....	19–20	6
IV. Conclusions.....	21–23	9
Annexes		
I. Agenda for the global training workshop on the preparation of biennial update reports		10
II. List of participants in the global training workshop on the preparation of biennial update reports.....		13

I. Introduction

A. Mandat

1. À sa dix-septième session, la Conférence des Parties a adopté les directives figurant dans l'annexe III de la décision 2/CP.17 pour l'établissement des rapports biennaux actualisés des Parties non visées à l'annexe I de la Convention (les Parties non visées à l'annexe I). Par la même décision, la Conférence des Parties a décidé que les Parties non visées à l'annexe I, selon leurs capacités et le niveau de soutien apporté pour l'établissement de rapports, devraient présenter leur premier rapport biennal actualisé pour décembre 2014 au plus tard, et que les pays les moins avancés parties et les petits États insulaires en développement pouvaient présenter des rapports biennaux actualisés s'ils le souhaitaient¹. Elle a également décidé que les Parties non visées à l'annexe I présenteraient un rapport biennal actualisé tous les deux ans, soit sous la forme d'un résumé de certaines parties de leurs communications nationales pendant l'année où la communication nationale était présentée, soit sous la forme de rapports actualisés distincts².

2. Par la décision 18/CP.18, la Conférence des Parties a décidé de proroger d'un an le mandat du Groupe consultatif d'experts des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention (le Groupe consultatif d'experts) en conservant sa composition actuelle. Elle a demandé au Groupe consultatif d'experts d'élaborer, lors de sa première réunion en 2013, un programme de travail pour 2013, en tenant compte des besoins actuels et futurs des Parties non visées à l'annexe I, des dispositions de la Convention et des décisions pertinentes de la Conférence des Parties.

3. En réponse à cette demande, le Groupe consultatif d'experts, lors de l'élaboration de son programme de travail pour 2013 à sa première réunion de l'année, tenue à Bonn (Allemagne) les 25 et 26 février 2013, est convenu que l'assistance technique à prévoir à l'intention des Parties non visées à l'annexe I devait privilégier l'établissement de leurs rapports biennaux actualisés³.

4. Dans le cadre de l'assistance technique à accorder aux Parties non visées à l'annexe I pour l'établissement de leurs rapports biennaux actualisés, le Groupe consultatif d'experts, ayant constaté que bon nombre des supports pédagogiques ayant trait à l'établissement des communications nationales⁴ intéressaient directement l'élaboration des rapports biennaux actualisés, notamment en ce qui concerne les inventaires nationaux des gaz à effet de serre (GES), l'évaluation de l'atténuation et d'autres questions transversales, est convenu de mettre au point des supports pédagogiques complémentaires.

5. Ces supports pédagogiques complémentaires auront pour objectif de faciliter la communication par les Parties non visées à l'annexe I d'informations intéressant leur rapport biennal actualisé, conformément aux «Directives FCCC pour l'établissement des rapports biennaux actualisés des Parties non visées à l'annexe I de la Convention» (les Directives)⁵. Ils porteront sur les aspects suivants:

a) Dispositifs institutionnels relatifs à l'établissement en continu des communications nationales et des rapports biennaux actualisés;

¹ Décision 2/CP.17, par. 41 a).

² Décision 2/CP.17, par. 41 f).

³ FCCC/SBI/2013/7, par. 26.

⁴ Les supports pédagogiques actualisés du Groupe consultatif d'experts pour l'établissement des communications nationales peuvent être consultés à l'adresse: http://unfccc.int/national_reports/non-annex_i_natcom/training_material/methodological_documents/items/349.php.

⁵ Décision 2/CP.17, annexe III.

b) Mesures d'atténuation et effets de ces mesures, y compris les méthodes et hypothèses correspondantes;

c) Difficultés et lacunes relevées et besoins connexes correspondants en matière de ressources financières, de moyens techniques et de capacités, y compris une description de l'aide nécessaire et de l'aide reçue et des informations sur l'appui reçu pour permettre l'établissement et la présentation des rapports biennaux actualisés.

6. Pour s'assurer que les supports de formation répondent aux besoins des Parties non visées à l'annexe I, le Groupe consultatif d'experts, avec le concours du secrétariat, les a soumis à un examen collégial approfondi pendant un atelier qui a eu lieu à Bonn, les 6 et 7 mai 2013. Un large éventail d'experts nationaux, tant des Parties visées à l'annexe I que des Parties non visées à l'annexe I, et d'experts d'instituts de recherche indépendants ont participé à cet examen collégial où des avis et des recommandations utiles ont été émis. Le Groupe a ainsi pu encore améliorer les supports pédagogiques et faire en sorte qu'ils correspondent mieux aux besoins des Parties non visées à l'annexe I. Les supports révisés ont été utilisés pendant l'atelier mondial de formation mentionné au paragraphe 7 ci-dessous.

7. Dans le cadre de son programme de travail pour 2013, le Groupe consultatif d'experts a décidé d'organiser un atelier mondial de formation sur l'établissement des rapports biennaux actualisés⁶ à l'intention des Parties non visées à l'annexe I.

8. Par sa décision 5/CP.15, la Conférence des Parties a prié le secrétariat de faciliter les travaux du Groupe consultatif d'experts en organisant ses réunions et ateliers et en établissant des rapports sur ses réunions et ateliers pour examen par l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI).

B. Objet de la présente note

9. Le présent rapport contient un résumé des délibérations de l'atelier mondial de formation sur l'établissement des rapports biennaux actualisés qui a eu lieu à Bonn du 16 au 18 septembre 2013. Y figure également un résumé des séances techniques et des débats qui ont eu lieu pendant l'atelier, y compris des avis et des recommandations des participants sur la teneur et la conception de l'atelier ainsi que sur les supports pédagogiques pour l'établissement des rapports biennaux actualisés.

C. Mesures que pourrait prendre l'Organe subsidiaire de mise en œuvre

10. Après avoir examiné le présent rapport, le SBI voudra peut-être prendre note des avis et des recommandations des participants à l'atelier et, selon qu'il conviendra, donner au Groupe consultatif d'experts de nouvelles directives sur l'assistance technique à apporter aux Parties non visées à l'annexe I pour leur permettre de s'acquitter comme il se doit des obligations relatives à la communication d'informations découlant de la Convention.

II. Déroulement de l'atelier

11. L'atelier mondial de formation sur l'établissement des rapports biennaux actualisés a eu lieu au Wissenschaftszentrum à Bonn du 16 au 18 septembre 2013.

⁶ FCCC/SBI/2013/7, par. 33 et 35.

12. L'atelier avait pour principaux objectifs d'apporter un appui technique aux Parties non visées à l'annexe I sur la manière de communiquer des informations dans leurs rapports biennaux actualisés, conformément à l'annexe III de la décision 2/CP.17, à l'aide de supports de formation élaborés par le Groupe consultatif d'experts, et de recueillir des avis sur ces supports, notamment sur leur conception et leur contenu technique, afin de s'assurer qu'ils répondent bien aux besoins d'assistance technique des Parties non visées à l'annexe I.

13. Ont participé à l'atelier 47 experts nationaux de Parties non visées à l'annexe I et 19 membres du Groupe consultatif d'experts⁷.

14. M. Kamel Djemouai (Algérie), Président du Groupe consultatif d'experts, a ouvert l'atelier le 16 septembre 2013 et, au nom du Groupe, a souhaité la bienvenue aux participants. Il a donné un aperçu des activités d'assistance technique qui ont été prévues et réalisées par le Groupe consultatif d'experts dans le cadre de son programme de travail pour 2013, y compris une brève description du contexte et de la raison d'être de l'atelier.

15. Un représentant du secrétariat, M. William Kojo Agyemang-Bonsu, a souhaité la bienvenue aux participants et a salué le travail engagé par le Groupe consultatif d'experts en vue d'élaborer des supports pédagogiques pour l'établissement des examens biennaux actualisés. Il a rappelé l'importance de ces examens biennaux qui sont l'un des éléments clefs découlant de la Convention, convenus par les Parties ces dernières années dans les efforts croissants qu'elles déploient pour faire face aux changements climatiques.

16. Le représentant du secrétariat a aussi présenté les objectifs et les résultats attendus de l'atelier ainsi que le programme⁸.

III. Résumé des séances techniques

17. La présente section contient un résumé des exposés sur les supports pédagogiques ainsi que des débats qui ont eu lieu pendant l'atelier, y compris des avis et des recommandations des participants sur le contenu et la conception de l'atelier et sur les supports de formation pour l'établissement des rapports biennaux actualisés.

A. Résumé des exposés

18. Durant les trois jours de l'atelier, les questions ci-après ont été abordées:

a) Le contexte et les directives relatifs à l'établissement des rapports biennaux actualisés, y compris la genèse des rapports des Parties non visées à l'annexe I et les principaux éléments des décisions pertinentes. Les directives ont fait l'objet d'une présentation générale; des renseignements ont été apportés sur leurs objectifs et leur objet, l'inventaire national des GES, les mesures d'atténuation, les besoins et l'aide reçue en matière de ressources financières, de technologies et de renforcement des capacités, et la présentation des rapports biennaux actualisés;

b) La présentation de rapports sur les dispositifs institutionnels relatifs à l'établissement des communications nationales et des rapports biennaux actualisés. Les participants ont été encouragés à considérer les dispositifs institutionnels d'ensemble qui permettraient d'établir les rapports biennaux d'une manière efficace, y compris les rapports nationaux d'inventaire et les communications nationales, en s'appuyant sur les enseignements tirés du processus d'élaboration des communications nationales. Il a également

⁷ La liste des participants figure à l'annexe II.

⁸ Le programme figure à l'annexe I.

été question de la forme que pourrait revêtir la communication d'informations sur les dispositifs institutionnels dans les rapports biennaux actualisés et de la manière dont, le cas échéant, les pays pourraient développer les dispositifs existants;

c) La notification des inventaires nationaux des GES. Les exposés ont porté sur des questions transversales, avec un tour d'horizon des méthodes, des étapes et des considérations contenues dans les *Lignes directrices du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre – version révisée 1996* (la version révisée 1996 des Lignes directrices du GIEC), les *Recommandations du GIEC en matière de bonnes pratiques et de gestion des incertitudes pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre* et les *Recommandations du GIEC en matière de bonnes pratiques pour le secteur de l'utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie*. Le logiciel élaboré à l'intention des Parties visées à l'annexe I pour l'estimation et la notification des inventaires nationaux des GES (NAIIS), qui a été mis à jour récemment par le secrétariat, a aussi fait l'objet d'un exposé et d'une démonstration;

d) La communication d'informations sur les mesures d'atténuation et leurs effets à l'aide des supports pédagogiques⁹ du Groupe consultatif d'experts, dont les étapes de l'évaluation de l'atténuation et une présentation générale des options envisageables en matière d'atténuation. Il y a également eu une présentation des supports de formation complémentaires récemment mis au point sur la communication d'informations sur les mesures d'atténuation, les méthodes et les hypothèses retenues, les objectifs des mesures, les dispositions prises pour les atteindre ainsi que les progrès accomplis dans leur mise en œuvre, dont le suivi des indicateurs de l'état d'avancement et des informations sur les mécanismes internationaux fondés sur le marché;

e) La communication d'informations sur des questions transversales, centrées sur les directives à fournir aux Parties non visées à l'annexe I, selon qu'il convient, pour identifier les difficultés et les lacunes ainsi que les besoins connexes correspondants en matière de ressources financières, de moyens techniques et de capacités, communiquer des informations sur les ressources financières, les transferts de technologies, l'aide en matière de renforcement des capacités et l'aide technique reçue, et communiquer des informations sur les besoins technologiques déterminés au niveau national et l'aide technique reçue.

B. Résumé des débats

19. Les participants ont remercié le Groupe consultatif d'experts pour la série complète de supports pédagogiques sur l'établissement des rapports biennaux actualisés qu'il avait préparée. Le délai de présentation des premiers examens d'ici à décembre 2014 au plus tard devant être respecté, certains participants ont jugé l'initiative opportune. Ces supports faciliteraient grandement la tâche des Parties non visées à l'annexe I concernant la préparation et la communication des informations dans les rapports biennaux actualisés conformément aux directives, ce qui enrichirait leur contenu et leur qualité et renforcerait la viabilité du processus.

⁹ Les supports pédagogiques du Groupe consultatif d'experts peuvent être consultés à l'adresse: http://unfccc.int/national_reports/non-annex_i_natcom/training_material/methodological_documents/items/349.php.

20. Notant qu'ils étaient aussi utiles audit processus, les participants ont fait part de la vaste expérience acquise au niveau national ainsi que des enseignements tirés de l'établissement de leurs communications nationales et d'autres processus de communication d'informations, et ont émis des avis et des recommandations sur les points suivants:

a) Dispositifs institutionnels:

i) Les exemples d'outils existants pour la mise au point de dispositifs institutionnels durables, tels que les modèles proposés¹⁰, étaient utiles et devraient être simplifiés et adaptés à la situation des Parties en développement. Ces modèles proposés avaient pour objectif d'aider les équipes nationales à évaluer et à recenser les forces et les faiblesses des dispositifs institutionnels existants afin d'assurer leur continuité et leur intégrité, de promouvoir l'institutionnalisation et de faciliter la hiérarchisation des améliorations à apporter;

ii) Divers modèles de dispositifs institutionnels étaient présentés dans les supports de formation, ce que les participants ont jugé utile. Certains ont proposé d'ajouter des renseignements sur les avantages de ces modèles afin qu'il y ait autant d'informations sur leurs aspects positifs que sur leurs limites;

iii) Compte tenu des conditions et des capacités propres aux Parties non visées à l'annexe I, certains participants ont estimé qu'il serait plus pertinent et plus utile pour les pays que les ateliers de formation aient lieu au niveau régional plutôt qu'au niveau mondial;

iv) Certains participants ont souligné que les indications sur les dispositifs institutionnels ne devaient en aucun cas être conçues et présentées comme «universelles» mais devaient plutôt reconnaître que les besoins et les exigences des pays dépendaient de leur situation nationale et du contexte régional;

v) De nombreux participants ont noté que les Parties non visées à l'annexe I continuaient de faire face aux mêmes difficultés concernant l'établissement et le maintien en continu des dispositifs institutionnels – par exemple pour satisfaire aux obligations de communication d'informations découlant de la Convention, et que les supports pédagogiques devraient s'efforcer d'y répondre, dans la mesure du possible;

b) Inventaires des GES:

i) De nombreux participants ont souligné les différences possibles dans les informations à communiquer au titre des «Directives pour l'établissement des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention» et au titre des Directives pour l'établissement des examens biennaux actualisés, en particulier en ce qui concerne les inventaires nationaux des GES. Ils ont proposé d'ajouter dans les supports pédagogiques des informations qui mettent en lumière ces différences, en particulier lorsque la présentation des deux rapports coïncide;

ii) Plusieurs participants ont posé des questions sur l'utilisation des *Lignes directrices 2006 du GIEC pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre* (les Lignes directrices 2006 du GIEC). Il a été précisé que, conformément à la décision 17/CP.8, les Parties non visées à l'annexe I devaient suivre la version révisée 1996 des Lignes directrices du GIEC. Toutefois l'information contenue dans les Lignes directrices 2006 du GIEC pouvait aussi être utilisée, en tenant compte des Lignes directrices révisées du GIEC 1996;

¹⁰ Les exemples de modèles proposés peuvent être consultés à l'adresse: http://unfccc.int/national_reports/non-annex_i_natcom/training_material/methodological_documents/items/349.php.

- iii) Des participants ont encouragé le secrétariat à organiser dès que possible une formation pratique au niveau régional sur l'utilisation du logiciel mis au point à l'intention des Parties non visées à l'annexe I pour les inventaires des GES, afin que ces Parties soient mieux préparées à son utilisation lors de l'établissement des inventaires pour leur premier rapport biennal actualisé;
- iv) De nombreux participants ont souligné combien il était important de renforcer les capacités nationales des Parties non visées à l'annexe I en matière d'établissement des inventaires nationaux des GES;
- c) Mesures d'atténuation et leurs effets:
- i) Quelques participants ont souligné combien il était important d'aborder, dans les supports pédagogiques, chacun des objectifs énoncés dans les Directives pour l'établissement des rapports biennaux actualisés, figurant dans l'annexe III de la décision 2/CP.17. Ils ont donc proposé de renforcer les supports de formation afin de faciliter la communication d'informations sur des objectifs non traités, tels la diversification économique et les mesures de riposte;
- ii) Certains participants étaient favorables à une harmonisation plus poussée pour une présentation structurée de l'information figurant dans les différents modules des supports pédagogiques consacrés aux mesures d'atténuation. Par exemple, la présentation pourrait être revue de sorte à donner d'abord des informations sur ce qui devrait figurer dans les rapports biennaux actualisés et ensuite sur la manière dont elles peuvent être communiquées;
- iii) Certains participants ont aussi souligné l'utilité d'inclure des modèles et des marches à suivre supplémentaires concernant la communication d'informations sur les dispositifs nationaux de mesure, de notification et de vérification et sur les mécanismes internationaux fondés sur le marché;
- d) Questions transversales:
- i) Au titre des questions transversales, les supports pédagogiques traitent de la communication d'informations sur les ressources financières, le transfert de technologies, le renforcement des capacités et l'appui technique nécessaires et reçus. Les participants ont souligné le lien entre ces éléments et d'autres dont il devait être rendu compte dans les rapports biennaux actualisés, tout comme l'importance d'un système de référencement clair, dès lors que ces informations étaient communiquées dans différentes sections des rapports biennaux actualisés;
- ii) Les participants ont noté l'importance d'élaborer et de recommander une série de supports pédagogiques qui offre une souplesse suffisante pour tenir compte de la diversité des situations nationales des Parties non visées à l'annexe I, tout en garantissant que les obligations relatives à la communication d'informations précisées dans les directives soient honorées;
- iii) Pour éviter le double comptage et les possibles recoupements d'informations sur les flux financiers, les Parties devraient, dans la mesure du possible, collecter/obtenir les données sur ces flux auprès de différentes sources et mécanismes de financement, tels les mécanismes bilatéraux et multilatéraux et le mécanisme financier de la Convention, et selon le type de financement, tels les dons et les prêts. Des participants ont donc proposé d'inclure dans le modèle pertinent une colonne qui facilite la communication d'informations, en précisant la source et le type des ressources financières reçues.

IV. Conclusions

21. Les participants à l'atelier ont déclaré que le Groupe consultatif d'experts avait fait un travail remarquable, élaborant des supports de formation sur l'établissement des rapports biennaux actualisés dans un temps très bref. Ils ont aussi estimé que les nouveaux supports pouvaient être d'une assistance considérable pour les Parties non visées à l'annexe I dans l'établissement et la présentation de leurs premiers rapports biennaux actualisés. De plus, pour renforcer encore l'efficacité et l'utilité de ces supports, les participants ont insisté sur la nécessité de les réviser régulièrement et d'organiser des ateliers régionaux.

22. En conclusion de l'atelier, le Président du Groupe consultatif d'experts, s'exprimant au nom du Groupe, a salué la précieuse contribution des participants qu'il a remerciés pour leur engagement actif pendant les trois journées de l'atelier. Il les a également remerciés pour leurs avis et leurs recommandations qui constituaient une contribution inestimable aux travaux du Groupe dans ses efforts pour honorer son mandat d'une manière qui serve au mieux les besoins d'assistance technique des Parties non visées à l'annexe I.

23. Le Groupe consultatif d'experts s'est engagé à tenir compte des avis et des recommandations des participants à sa dixième réunion, à Bonn les 19 et 20 septembre 2013, ainsi qu'à examiner et à décider comment donner suite à certaines des recommandations clés qui pourraient peut-être être mises en œuvre avant la fin de son mandat en décembre 2013.

Annexe I

[Anglais seulement]

Agenda for the global training workshop on the preparation of biennial update reports

16 September 2013

7.30 a.m. to
8.30 a.m. Registration

Session 1: Opening and introductory session

8.30 a.m. to
9 a.m. Opening of event and address, Mr. Kamel Djemouai, Chair of the Consultative Group of Experts on National Communications from Parties not included in Annex I to the Convention (CGE)

- Welcome remarks – Mr. William Kojo Agyemang-Bonsu, secretariat
- Workshop objectives and expectations – Mr. Agyemang-Bonsu
- Self-introduction – participants

Session 2: Overview of the biennial update report context and guidelines

Presenter: Mr. Jigme, secretariat

9 a.m. to
9.45 a.m. • “UNFCCC biennial update reporting guidelines for Parties not included in Annex I to the Convention”

9.45 a.m. to
10 a.m. Coffee break

Session 3: Reporting on institutional arrangements for national communications and biennial update reports

Chair: Ms. Hilary Hove, CGE

Presenter: Mr. Abias Moma Huongo, CGE

10 a.m. to
12.30 a.m. • Introductory section
• Building sustainable institutional arrangements
• Possible tools for building sustainable institutional arrangements
• Best practices and lessons learned from the national communication reporting process
• Interactive discussion – questions and answers as well as exchange of views, experiences and lessons learned

12.30 a.m. to
2 p.m. Lunch break

Session 4: Reporting on national greenhouse gas inventories

Chairs: Mr. Qiang Liu, CGE, and Ms. Ana Maria Danila, CGE

Presenter: Mr. Kiyoto Tanabe, CGE

2 p.m. to
3.30 p.m. • Cross-cutting issues

- 3.30 p.m. to 4.30 p.m. • Overview of key approaches, steps and considerations as outlined in the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) *Revised 1996 IPCC Guidelines for National Greenhouse Gas Inventories*, the IPCC *Good Practice Guidance and Uncertainty Management in National Greenhouse Gas Inventories* (2000) and the IPCC *Good Practice Guidance for Land Use, Land-Use Change and Forestry* (2003)
- 4.30 p.m. to 4.45 p.m. Coffee break
- 4.45 p.m. to 5.30 p.m. • Overview of key approaches, steps and considerations as outlined in the *Revised 1996 IPCC Guidelines for National Greenhouse Gas Inventories*, the IPCC *Good Practice Guidance and Uncertainty Management in National Greenhouse Gas Inventories* (2000) and the IPCC *Good Practice Guidance for Land Use, Land-Use Change and Forestry* (2003) (continued)

17 September 2013

Session 4: Reporting on national greenhouse gas inventories (continued)

Chairs: Mr. Liu and Ms. Danila
Presenter: Mr. Tanabe

- 9 a.m. to 10.45 a.m. • Interactive discussion – questions and answers as well as exchange of views, experiences and lessons learned on estimating and reporting national greenhouse gas inventories
- 10:45 a.m. to 11 a.m. Coffee break
- 11 a.m. to 12.30 a.m. • Overview of the UNFCCC software tool available for estimating and reporting national GHG inventories: Non-Annex I Greenhouse Gas Inventory Software web application
- 12.30 a.m. to 2 p.m. Lunch break

Session 5: Reporting on mitigation actions and their effects

Chairs: Ms. Anne Nyatichi Omambia, CGE, and Ms. Patricia Grobden, CGE

Presenters: Mr. Elan Strait, CGE, and Ms. Magdalena Preve, CGE

- 2 p.m. to 3 p.m. • Steps for conducting a mitigation assessment, including key considerations and identifying mitigation potential
- 3 p.m. to 3.15 p.m. Coffee break
- 3.15 p.m. to 4.30 p.m. • Overview of mitigation options
- 4.30 p.m. to 5.30 p.m. • Interactive discussion – questions and answers as well as exchange of views

18 September 2013

**Session 5: Reporting on mitigation actions and their effects
(continued)**

Chairs: Ms. Grobбен and Ms. Preve

Presenter: Mr. Haroldo Machado Filho, CGE

9 a.m. to
10.45 a.m.

- Documenting and reporting:
 - Description of mitigation actions
 - Information on methodologies and assumptions
 - Objectives and steps
 - Progress of implementation, including tracking of progress indicators
 - Information on international market mechanisms
 - Domestic measurement, reporting and verification

10.45 a.m. to
11 a.m.

Coffee break

11 a.m. to
12.30 a.m.

- Interactive discussion – questions and answers as well as exchange of views

12.30 a.m. to
2 p.m.

Lunch break

Session 6: Reporting on cross-cutting issues

Chairs: Mr. George Manful, CGE, and Ms. Sangchan Limjirakan, CGE

Presenter: Mr. Jan Verhagen, CGE

2 p.m. to
4 p.m.

- Documenting and reporting constraints and gaps, and related financial, technical and capacity-building needs
- Documenting and reporting financial resources, technology transfer, capacity-building and technical support received
- Documenting and reporting technology needs and technology support received
- Interactive discussion – questions and answers as well as exchange of views

4 p.m. to
4.15 p.m.

Coffee break

Session 7: Wrap-up session

Chair: Mr. Djemouai

4.15 p.m. to
5 p.m.

- Concluding session, including reflections and feedback

5 p.m. to
5.30 p.m.

- Concluding remarks – Mr. Donald Cooper, secretariat

Annexe II

[Anglais seulement]

List of participants in the global training workshop on the preparation of biennial update reports

Table 1
Parties not included in Annex I to the Convention

<i>Title</i>	<i>First name</i>	<i>Family name</i>	<i>Country/organization</i>
Ms.	Baya	Bensmail	Algeria
Ms.	Arlette	Massala	Angola
Ms.	Maria	Aliano	Argentina
Ms.	Safira	Vasquez	Belize
Mr.	Tshering	Tashi	Bhutan
Mr.	Julio Rosendo	Mantilla Gutierrez	Bolivia (Plurinational State of)
Ms.	Raduska	Cupac	Bosnia and Herzegovina
Ms.	Dorcas	Masisi	Botswana
Ms.	Danielli	de Souza	Brazil
Ms.	Sopie Meike	Siemens	Chile
Ms.	Natalia	Gutierrez	Colombia
Ms.	Vaine Terepai Celine	Dyer	Cook Islands
Ms.	Karina	Hernandez	Costa Rica
Mr.	Kadio	Ahossane	Côte d'Ivoire
Ms.	Adriana	Valdes Sanches	Cuba
Mr.	Onesphore	Mutshail Kavul	Democratic Republic of the Congo
Ms.	Andrea	Marie	Dominica
Mr.	Wael	Keshk	Egypt
Mr.	Georges	Bayonne	Gabon
Mr.	Mochammad	Helmy	Indonesia
Mr.	Clifford	Mahlung	Jamaica
Ms.	Lucy	Kamande	Kenya
Ms.	Elizabeth	Philip	Malaysia

<i>Title</i>	<i>First name</i>	<i>Family name</i>	<i>Country/organization</i>
Mr.	Drissa	Doumbia	Mali
Mr.	Alioune	Fall	Mauritania
Ms.	Saruul	Dolgorsuren	Mongolia
Mr.	Reagan Sibanga	Chunga	Namibia
Mr.	Francis	Adesina	Nigeria
Mr.	Mazhar	Hayat	Pakistan
Ms.	Sherlyn	Weplu	Papua New Guinea
Ms.	Diana	Gauto	Paraguay
Ms.	Neranda	Maurice	Saint Lucia
Mr.	Taha	Zatari	Saudi Arabia
Mr.	Vladan	Zdravkovic	Serbia
Ms.	Ann	Gan	Singapore
Mr.	Jongikhaya	Witi	South Africa
Ms.	Dares	Kaewkret	Thailand
Mr.	Somnam	Thawatchai	Thailand
Mr.	Varoon	Raksakulkarn	Thailand
Ms.	Emilija	Poposka	The former Yugoslav Republic of Macedonia
Ms.	Mouna	Besbes Ep Jerbi	Tunisia
Mr.	Gurbangeldi	Allaberdiyev	Turkmenistan
Ms.	Carla	Zilli	Uruguay
Ms.	Yulia	Kovalevskaya	Uzbekistan
Mr.	Jeissons Antonio	Sanchez	Venezuela (Bolivarian Republic of)
Mr.	Hussein	Shedaiwa	Yemen
Mr.	Dingane	Sithole	Zimbabwe

Table 2
Members of the Consultative Group of Experts

<i>Title</i>	<i>First name</i>	<i>Family name</i>	<i>Country/organization</i>
Mr.	Kamel	Djemouai	Algeria
Mr.	Abias Moma	Huongo	Angola
Mr.	Mohammed	Asaduzzaman	Bangladesh
Ms.	Patricia	Grobben	Belgium
Mr.	Haroldo de Oliveira	Machado Filho	Brazil
Ms.	Hilary	Hove	Canada
Mr.	Qiang	Liu	China
Ms.	Selam Kidane	Abebe	Ethiopia
Ms.	Ana Maria	Danila	European Union
Mr.	Rodrigue	Abourou Otogo	Gabon
Mr.	Takahiko	Hiraishi	Intergovernmental Panel on Climate Change/Task Force on National Greenhouse Gas Inventories
Mr.	Kyoto	Tanabe	Japan
Ms.	Anne Nyatichi	Omambia	Kenya
Ms.	Anoja	Herath	Sri Lanka
Ms.	Sangchan	Limjirakan	Thailand
Mr.	Jan	Verhagen	Netherlands
Mr.	George	Manful	United Nations Environment Programme
Ms.	Magdalena	Preve	Uruguay
Mr.	Elan	Strait	United States of America